



Stéphane BAVOIS

Michel BOUILLY

Nathalie BOUILLY MONTES

Cyril DESCHELLETTE

Eric DUCASSE

Esmeralda GONZALEZ

Jean-Claude MARCHÉ

Véronique MASANTE

Sylvaine MOUTON

Gilbert ORUEZABAL

Frédéric QUENNEPOIX

Xavier RONDEAU

MISSION LOCALE TECHNOWEST

Association régie par la loi de 1901

Siège Social : 9, Rue Montgolfier
Immeuble Le France – Entrée A
33700 - MERIGNAC

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

Mérignac

21, Avenue Ariane
BP 20023 - 33702 Mérignac
Tél. 05 56 34 60 00
Fax. 05 56 13 05 11

Bordeaux

113, rue Fieffé
33800 Bordeaux
Tél. 05 56 91 78 63
Fax. 05 56 94 57 79

Bourg-sur-Gironde

5 bis, rue des Religieuses
33710 Bourg-sur-Gironde
Tél. 05 57 68 42 04
Fax. 05 57 68 42 04

Cestas

1 bis, Av. Baron Haussmann
33610 Cestas
Tél. 05 56 21 52 91
Fax. 05 56 21 52 96

Génissac

8, le Bourg
33420 Génissac
Tél. 05 57 24 87 21
Fax. 05 57 24 86 70

La Teste de Buch

10, rue Pierre Dignac
33260 La Teste de Buch
Tél. 05 56 66 77 04
Fax. 05 56 66 40 38

Email : mel@audial.fr
<http://www.audial.fr>



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

MISSION LOCALE TECHNOWEST

Association régie par la loi de 1901

Siège social : 9, Rue Montgolfier - Entrée A - 33700 MERIGNAC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association **MISSION LOCALE TECHNOWEST**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Mérignac, le 29 mai 2009

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

AUDIAL Expertise & Conseil
représenté par Eric DUCASSE

Mission Locale Technowest				
BILAN ACTIF				
RUBRIQUES	Brut	Amortis. Et Prov.	31/12/08	31/12/07
ACTIFS IMMOBILISES				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences,...	3 213	3 213		
Fonds commercial (1)				
Autres				
Immobilisations incorp. en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, outillage industriel				
Autres	109 504	83 301	26 202	29 575
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	22		22	22
Créances rattachées à participations				
Titres imm. De l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisées				
Prêts				
Autres	16 581		16 581	15 341
TOTAL I	129 320	86 514	42 806	44 938
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS et EN-COURS				
Matières premières et autres approvision.				
En-cours-prod. (biens et services) (a)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				305
Créances (3)				
Clients, comptes rattachés				
Autres	704 624		704 624	549 050
Valeurs mobilières de placement	2		2	2
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	108 620		108 620	111 038
Charges constatées d'avance (3)	11 947		11 947	3 801
TOTAL II	825 195	0	825 195	664 197
Charges à répartir s/plsrs exercices (III)				
Primes remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	954 516	86 514	868 001	709 136
ENGAGEMENTS RECUS				
Acceptés par les organes compétents				
Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à faire				
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an				

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

BILAN PASSIF		
	31/12/2008	31/12/2007
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise,...		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	256 139	256 139
Report à nouveau (a)	86 186	92 669
Résultat de l'exercice [excédent ou déficit] (b)	8 335	-6 483
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs (a)		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	1 731	
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL I	352 392	342 325
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	63 862	75 514
TOTAL II	63 862	75 514
FONDS DEDIES		
Sur subventions fonctionnement	40 548	3 027
Sur autres ressources		
TOTAL III	40 548	3 027
DETTES (1) (d)		
Emprunts obligatoires convertibles		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit (2)	220 698	124 600
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (c.)	75 035	80 813
Dettes fiscales et sociales	108 475	81 959
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	250	
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance	6 740	895
TOTAL IV	411 198	288 269
Ecarts de conversion passif V		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	868 001	709 136
ENGAGEMENTS DONNES		
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
(2) Dont cbc et soldes créditeurs de banques	201 594	101 167
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit de déficits reportés.		
(b) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit d'un déficit.		
© dettes sur achats ou prestations de services.		
(d) A l'exception, pour l'application du (I), des avances reçues sur commandes en cours.		

Mission Locale Technowest			
Compte de résultat produits 2008			
		2 008	2 007
74	SUBVENTIONS		
741	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION EN ACTIVITE PRINCIPALE		
7411	SUBVENTIONS DE L'ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	870 514	907 671
74111	Fonds de la formation professionnelle (LFI)	557 368	331 270
74112	Droit des femmes		
74113	Autres ministères (à préciser) Etat DDTEFP/DRTEFP CIVIS/FIPJ	54 117	299 940
74114	Autres organismes publics CAF CNASEA	105 613	100 896
74115	FSE (objectif 3)	153 416	175 565
74116	Postes gratuits mis à disposition par l'ANPE (valorisation)		
7412	SUBVENTIONS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	718 331	658 570
74121	Conseil régional (contrat d'objectifs, IFRIA)	10 513	14 080
74122	Conseil général TRACE		
741220	Subvention du conseil général	83 000	79 790
741221	Apports en nature du conseil général (locaux, personnel)		
74123	Communes sub FAJ	26 045	25 972
741230	Subventions des communes	389 751	333 489
741231	Apports en nature des communes (locaux, personnel)		
741238	Subventions diverses PLIE-PAP-FIPD-EQUAL-Gradignan	209 022	205 239
742	SUBVENTIONS LIEES AUX ACTIVITES SPECIFIQUES	286 590	262 253
74211	Conseil régional DEF1	207 915	197 679
74213	Actions santé. Drass-CPAM et Parrainage	20 726	6 625
74214	Autres (à détailler) diverses dont ASI 26678,75 euros /Politique de la Ville	57 949	57 949
74215	FSE (objectif 2, 5b à préciser)		
743	SUBVENTIONS POUR FRAIS DE GESTION DES FONDS GERES POUR LE COMPTE DES PARTENAIRES LOCAUX (Fonds local d'aide aux jeunes, etc...)		
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (Rbts FAJ, FIPJ, ALT, ANPE, formation, divers...)	146 034	119 884
76	PRODUITS FINANCIERS	3 387	976
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 658	5 546
771	Produits exceptionnels sur opération de gestion		
772	Produits exceptionnels sur ex. antérieurs	940	1 901
775	Produits des cessions d'élément d'actif		3 645
777	Produits exceptionnels sur opération de capital	718	
778	Autres produits exceptionnels		
78	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	14 680	67 750
789	Reprise de provisions report projets	3 028	67 750
7891	Reprise de provisions pour risques	11 652	
7894	Reprises sur amortissements et provisions		
78941	Reprises sur amortissements et provisions		
	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS	2 041 192	2 022 651
	DEFICIT DE L'EXERCICE		6 483
	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS	2 041 192	2 029 134
	EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	119 404	191 570
	Mise à disposition gratuite de personnel	87 121	162 527
	Etablissements publics nationaux (ANPE...)	79 835	71 003
	Communes	7 286	91 524
	Mise à disposition gratuite de biens et services	32 283	29 043
	Communes	32 283	29 043
	Total des comptes de produits et contributions volontaires en nature	2 160 596	2 220 704

Mission Locale Technowest			
Compte de résultat charges 2008			
		2008	2007
60	ACHATS	74 831	118 422
604	Achats d'études et de prestations de service liées à l'objet social (FIPJ)	54 436	97 854
6061	Energie (gaz, électricité, carburant, comestible)	6 494	5 092
6063	Matières, fournitures, petit équipement	6 805	9 436
60640	Fournitures administratives	7 096	6 039
60641	Frais de duplication		
61	SERVICES EXTERIEURS	98 593	112 350
613	Locations	1 886	4 380
664	Charges locatives	72 481	79 035
656	Entretien et maintenance	12 874	16 480
616	Primes d'assurances	8 594	7 558
617	Etudes et recherches relatives à la gestion		
618	Divers : documentation, frais de colloques, séminaires	2 758	4 896
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	292 563	285 534
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	38 322	71 530
623	Information, publications	16 665	10 162
624	Transport de biens, transport collectif du personnel		
625	Déplacements, missions, réceptions	44 358	41 938
626	Frais postaux et de télécommunication	54 822	53 435
628	Divers (FAJ, ALT, etc...)	138 396	108 468
63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	98 328	94 026
631	Taxe sur les salaires	68 814	65 720
633	Participation à la formation professionnelle continue	25 938	24 610
635800	autres impôts et taxes (1% logement...)	3 576	3 695
64	CHARGES DE PERSONNEL	1 365 780	1 281 040
6411	Rémunération du personnel salarié	840 852	816 645
6412	Variation de la provision pour congés à payer	2535	1987
64142	Prime précarité provisions	-1990	2463
6413	Personnel Prévoyance		
64144	Indemnités et avantages divers		
64181	Personnel mis à disposition par les communes		
64182	Personnel mis à disposition par le Conseil Général		
64 191	Postes gratuits mis à disposition par l'ANPE (valorisation)		
64192	Postes gagés Education Nationale		
64193	Postes gratuits mis à disposition par d'autres ministères (valorisation)		
6451	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	372 886	349 521
6452	Charges sociales sur congés à payer		
647	Autres charges sociales (AHI, SODEXHO)	13 233	12 480
648	Autres charges de personnel (CQ, CEC, CES, Objecteurs, etc,,)	138 264	97 943
65	SUBVENTIONS VERSEES AUX ASSO CONVENTIONNEES CFI...	48 264	63 691
66	CHARGES FINANCIERES	4 742	4 386
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	305	53 662
671	Charges exceptionnelles sur opération de gestion	305	
672	Charges exceptionnelles	0	53 662
675	Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés		
678	Autres charges exceptionnelles		
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	49 450	16 025
681	Dotations aux amortissements	8 902	6 713
689	Dotations aux projets en cours	40 549	1 702
6891	Dotations provisions risques et charges		7 610
	TOTAL DES COMPTES DE CHARGES	2 032 857	2 029 134
	EXCEDENT DE L'EXERCICE	8 335	
	TOTAL DES COMPTES DE CHARGES	2 041 192	2 029 134
	EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	119 404	191 571
	Mise à disposition gratuite de personnel	87 121	162 527
	Etablissements publics nationaux (ANPE...)	79 835	71 003
	Communes	7 286	91 524
	Mise à disposition gratuite de biens et services	32 283	29 043
	Communes	32 283	29 043
	Total des compte de charges et contributions volontaires en nature	2 160 596	2 220 704

ANNEXES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/08, dont le total est de 868 001 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un excédent de 8 335 €.
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/08 au 31/12/08.
Ces comptes annuels ont été établis par les dirigeants de l'association.

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait significatif n'est à signaler.

2. Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels des règlements CRC 99-01 et 99-03.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements de méthode

Aucun changement de méthode.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaires en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--|-----------|
| • Logiciels | 1 an |
| • Installation téléphone et centre serveur | 3 ans |
| • Aménagement bureau | 10 ans |
| • Matériel de transport | 3 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 2 à 5 ans |
| • Installation réseau informatique | 2 ans |
| • Mobilier de bureau | 2 à 5 ans |

Stocks

Pas de stock.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de retraite

Les Indemnités de Fin de Carrière ont été évaluées de la manière suivante :

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France et découlent de l'application du code du travail et de la convention collective des Missions locales et PAIO applicable dans chaque établissement de l'association.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	Hypothèses 12/2008	Hypothèses 12/2007
Taux		
• Taux d'actualisation	3,32 %	3 %
• Taux de croissance des salaires	2 %	2 %
Age de Départ en retraite	65 ans	65 ans
Tables		
• Taux de mortalité	Table INSEE TD 2008 Tableau B02-16	Table INSEE TD 1998-2000 Tableau B02-16

La Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites prévoit, d'une part, l'allongement de la durée de cotisation des salariés pour obtenir une retraite à taux plein, et d'autre part, elle modifie les modalités de départ à la retraite.

- En cas de départ volontaire, la loi ne permet plus au salarié de partir avant l'âge de 60 ans sauf pour les salariés ayant commencé à travailler très jeunes et ayant une longue carrière et certaines personnes handicapées.

- En cas de mise à la retraite par l'employeur la nouvelle loi prévoit que l'employeur ne pourra plus mettre à la retraite un salarié avant l'âge de 65 ans, sauf dans le cadre d'un accord collectif et en contrepartie d'embauche ou de formation professionnelle, négociées avant le 1^{er} janvier 2008 ou si le salarié bénéficie d'une convention de préretraite.

Pour évaluer le montant de l'engagement, l'association MISSION LOCALE TECHNOWEST a considéré l'hypothèse que les salariés partiraient à la retraite volontairement à l'âge de 65 ans.

ACTIF IMMOBILISÉ

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2	3 213		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.			
Installations techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agencts., aménagements divers	12 150		
Autres matériels de transport	19 659		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	78 674		5 529
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL 3	110 484		5 529
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	22		
Autres titres immobilisés			
Prêts & autres immobilisations financières	15 341		1 240
TOTAL 4	15 363		1 240
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	129 060		6 769

CADRE B IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
	Par virement	Par cession		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement R&D TOTAL 1				
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2			3 213	
Terrains				
Constructions	sur sol propre			
	sur sol d'autrui			
	Inst. gales., agencts. et am. const.			
Installations techniques matériel et outillage				
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agencts., aménagement divers		12 150	
	Matériel de transport		19 659	
	Matériel de bureau & informatique		6 509	77 694
	Emballages récupérables & divers			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances & acomptes				
TOTAL 3		6 509	109 504	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			22	
Autres titres immobilisés				
Prêts & autres immobilisations financières			16 581	
TOTAL 4			16 603	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		6 509	129 320	

AMORTISSEMENTS

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement	TOTAL 1				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL 2	3 213			3 213
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	installations générales	9 673	258		9 932
	matériel de transport	6 166	2 756		8 923
	matériel de bureau	65 068	5 886	6 509	64 445
	emballages récupérables				
TOTAL 3		80 908	8 901	6 509	83 301
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		84 121	8 901	6 509	86 514

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>Rubriques</i>	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	75 514		11 652	63 862
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	3 027	40 548	3027	40 548
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	78 541			104 410
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participations				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	78 541	40 548	14 679	104 410
Dotations et reprises d'exploitation		40 548	14 679	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciations des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	16 581		16 581
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances r. de titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	12	12	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	267	267	
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers	667 676	667 676	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	36 668	36 668	
	Charges constatées d'avance	11 947	11 947	
TOTAUX		733 153	716 572	16 581
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés				

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine	201 594	201 594		
	à plus de 2 ans à l'origine	19 103	4 542	14 561	
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		75 035	75 035		
Personnel et comptes rattachés		24 445	24 445		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		57 499	57 499		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfiques				
	Taxe sur valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	26 530	26 530		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		250	250		
Dette représentative de titres emp.					
Produits constatés d'avance		6 740	6 740		
TOTAUX		411 198	396 635	14 561	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		4 330			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					

PRODUITS A RECEVOIR

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	19 070
Disponibilités	
TOTAL	19 070

CHARGES A PAYER

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	923
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 184
Dettes fiscales et sociales	50 160
Autres dettes	250
TOTAL	74 518

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	11 947	6 740
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	11 947	6 740

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à utiliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
FIPJ 2006	1 326	1 326		0
FAJ 2007	1 702	1 702		0
FAJ 2008			32 926	32 926
ASI 2008			7 622	7 622
TOTAL	3 028	3 028	40 548	40 548

DETAIL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Répartition par nature de charges	31/12/2008 Débit	31/12/2007 Débit
861 - Mise à disp. Des locaux		
Blanquefort	6 730	6 730
Eysines	13 601	13 011
Saint Médard en Jalles	4 802	4 802
Le Bouscat	4 500	4 500
Bruges	2 650	
TOTAL	32 283	29 043
864 - Mise à disp. Personnel		
Le Bouscat	0	68 248
Bruges	2 500	23 275
ANPE	79 835	71 003
Eysines	4 786	
TOTAL	87 121	162 526

Répartition par nature de ressources	31/12/2008 Crédit	31/12/2007 Crédit
870 - Mise à disp. Personnel		
Le Bouscat	0	68 248
Bruges	2 500	23 275
ANPE	79 835	71 003
Eysines	4 786	
TOTAL	87 121	162 526
871 – Prestations en nature		
Blanquefort	6 730	6 730
Eysines	13 601	13 011
Saint Médard en Jalles	4 802	4 802
Le Bouscat	4 500	4 500
Bruges	2 650	
TOTAL	32 283	29 043

4. Informations significatives

Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doivent être communiqués. Par souci de confidentialité, nous ne pouvons divulguer la rémunération du salarié dirigeant de l'association.

Droit Individuel à la formation

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF est de 3818 heures, dont aucune n'a donné lieu à demande.

Ce droit n'est pas comptabilisé.

Tableau du personnel

CATEGORIES	EFFECTIF EQUIVALENT Temps Plein	Mise à disposition
Cadres	2	
Employés	32	2
Contrats aidés	8	
TOTAL	42	2

Honoraires CAC :

En 2008, la Mission Locale Technowest a comptabilisée les honoraires suivants au titre :

- Du contrôle légal des comptes : 9 687,60 €
- Des services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes : 0 €